

L'Europe, la Russie et la politique des Alliances

Autor(en): **Martin, William**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): - **(1931)**

Heft 3

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-853355>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Europe, la Russie et la politique des Alliances

par William Martin

On sait que la première décision prise par la commission européenne a été de demander aux États européens non-membres de la Société des Nations, c'est-à-dire à la Russie et à la Turquie, de venir conférer avec elle sur les moyens de résoudre la crise économique actuelle. Cette décision a surpris et scandalisé un certain nombre de bons esprits et nous n'avons pas de peine à les comprendre.

L'invitation à la Turquie ne pouvait se heurter d'aucun côté à une opposition sérieuse. Tout le monde désire, avec plus ou moins d'impatience, que la Turquie adhère un jour à la Société des Nations. De grands efforts diplomatiques ont été faits déjà dans ce sens à Angora et ils ont porté certains fruits; la Turquie qui, primitivement exigeait qu'on lui assurât un siège permanent au Conseil, ne demande plus aujourd'hui qu'un siège semi-permanent et semble considérer même comme possible d'abandonner cette condition préalable. Tewfik Rouchdy Bey a trouvé beaucoup de plaisir et de profit dans ses séjours à Genève et l'on croit savoir qu'il y reviendrait volontiers de façon plus régulière. Il est clair dans ces conditions, que la Société des Nations n'a aucun intérêt à brusquer le gouvernement turc; or celui-ci aurait considéré comme un manque d'égards le refus par la commission européenne de l'inviter à participer à ses travaux.

S'il n'y avait eu que la Turquie en jeu, la question était donc toute simple. Malheureusement, le problème turc était lié au problème russe, qui apparaissait comme le principal, et l'on ne pouvait évidemment pas inviter les Turcs sans les Russes, car en raison de leurs bonnes relations diplomatiques, cette invitation aurait été refusée.

Lorsque M. Briand a pris l'initiative de proposer la création d'une union européenne, il n'a pas indiqué en public tous les motifs qui l'inspiraient. Il en est un dont on retrouve l'écho constant dans sa conversation privée et qu'il ne pouvait pas proclamer publiquement: c'est l'inquiétude que fait naître chez lui le bolchévisme. La situation sociale de l'Europe n'est pas bonne et les difficultés économiques sont de nature à l'aggraver. Dans certains pays, l'ordre social ne tient qu'à un fil et si ce fil venait à se rompre, on se demande ce qui en résulterait. La révolution, comme les épidémies, ne connaît pas de

frontières. La plupart des États de l'Europe centrale et orientale sont, à l'heure actuelle, malsains économiquement, socialement et politiquement; le moindre trouble grave dans un pays aurait des répercussions infinies. Chercher un remède à la crise économique, c'est fortifier la situation intérieure de certains États, c'est donc dresser un obstacle nouveau contre la révolution que favorise la propagande bolchéviste. L'union européenne, dans ses fins dernières, est nécessairement une entreprise anti-bolchéviste.

Elle ne peut pas le dire, car plusieurs pays européens et en tout premier lieu l'Allemagne, sont liés diplomatiquement à la Russie d'une façon trop étroite pour qu'il leur soit possible de s'associer à une entreprise collective dirigée contre ce pays. Pour cette raison déjà, l'union européenne ne pourrait pas s'affirmer antibolchéviste. Elle n'y aurait d'ailleurs, aucun intérêt, car le gouvernement bolchéviste s'efforce constamment de faire croire à son peuple que la Russie est menacée par une formidable coalition des États capitalistes. Il s'appuie sur cette inquiétude pour développer l'armée rouge et pour accroître les moyens de propagande, qu'on fait passer à l'intérieur pour des moyens de défense. Par-dessus tout, le gouvernement bolchéviste se sert de cette hostilité supposée des autres pays pour apparaître comme un gouvernement national et renforcer son pouvoir à l'intérieur.

Mais si l'union européenne ne peut ni ne veut pratiquer une politique nettement anti-russe, autre chose est de demander à la Russie des conseils sur les moyens de résoudre la crise économique. Autant demander aux loups des conseils sur les meilleurs moyens de poser une trappe. Le gouvernement bolchéviste peut donner des avis utiles sur la façon de préparer la révolution, non pas sur celle de l'empêcher.

Inviter les Russes à venir à Genève parler des questions économiques, c'est leur demander d'exposer en public toute leur économie communiste: le plan quinquennal, ses résultats, leurs espoirs. On les voit déjà arrivant avec des caisses de statistiques et établissant à la face du monde que, pendant que l'Europe capitaliste se débat dans les affres d'une véritable agonie économique, le collectivisme est en train de sauver la Russie et de faire son bonheur. Comment les empêchera-t-on de faire des discours de propagande après le leur avoir proposé expressément? Et comment leurs collègues de l'Union européenne, une fois rentrés chez eux, pourront-ils continuer à mettre en prison des communistes de médiocre importance, soudoyés par l'or de Moscou et qui seront considérés comme dangereux pour avoir répété ce que les représentants

du gouvernement bolchéviste auront eu le droit de dire publiquement à Genève, du haut d'une tribune incomparable?

On a dit, il est vrai, que les Russes peuvent, sur certains points, apporter des informations intéressantes. Nous sommes mal informés sur le plan quinquennal. Des observateurs, que l'on peut supposer d'égale bonne foi et d'égale clairvoyance, prétendent tour à tour que le plan quinquennal est un échec total ou qu'il va bouleverser l'économie du monde. Peut-être les Russes, à travers le brouillard de leurs affirmations officielles, laisseront-ils échapper quelque parcelle de vérité. De tout de ce qui se fait en Russie depuis treize ans, il est bien certain que quelque chose restera: l'évolution politique de notre temps en sera influencée, et c'est une légitime curiosité de la part des peuples que de vouloir discerner ce qu'il peut y avoir, dans ces créations révolutionnaires, de vivant et de fécond parmi tant de germes de décomposition. Mais entre cet intérêt, bien problématique, et les dangers moraux que comporte une semblable participation des Russes à la vie européenne, l'hésitation ne paraît pas possible.

Cependant, avant de porter un jugement définitif sur la décision de la commission européenne, il faut en connaître les raisons véritables. Il est à peine besoin de dire que si les représentants de l'Allemagne et de l'Italie ont insisté pour qu'une invitation fût adressée à Moscou, ce n'est pas par indulgence pour la doctrine bolchéviste elle-même. Comme le disait M. Grandi, si les Russes discutent le régime capitaliste, c'est le fascisme qui sera le plus atteint. M. Curtius, représentant d'un parti de grands industriels, n'a certainement pas une autre opinion. Pour passer par-dessus ces considérations, il a fallu qu'ils eussent dans l'esprit des motifs impérieux.

Certains journalistes pour lesquels tous les problèmes européens se résolvent en un certain nombre de formules purement politiques, ont vu l'explication de leur attitude dans l'existence d'un nouveau groupement d'alliances qui se dresse contre l'ordre européen et la stabilité des traités, qui cherche à ruiner les résultats de la dernière guerre et dont l'existence seule constitue pour la paix un immense danger.

Il ne nous sera pas interdit de dire pourquoi nous ne croyons pas à l'existence entre l'Allemagne, l'Italie, la Russie et quelques autres pays, d'alliances formelles, comparables à celles de l'avant-guerre. Le souvenir de ce qui s'est passé en 1914 ne doit pas être complètement éteint dans l'esprit des peuples. Plusieurs alliances, parfaitement valables

juridiquement, n'ont pas été respectées ou n'ont pas porté les fruits qu'on en attendait. A l'heure actuelle, les bases du droit international sont profondément transformées. Les alliances jadis légales ne le sont plus. Elles sont, au regard du droit international nouveau, deux fois nulles. Elles le sont sur la base de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, qui frappe de nullité tous les traités ou engagements internationaux qui n'auraient pas été enregistrés au Secrétariat. Elles le sont de plus sur la base de l'article 20 qui déclare nulles et non avenues toutes obligations ou ententes incompatibles avec les termes du Pacte. Si les alliances juridiquement valables n'ont pas donné aux Etats qui les avaient conclues une certitude d'assistance, comment des gouvernements européens pourraient-ils être à l'heure actuelle assez imprudents, assez oublieux de leurs devoirs vis-à-vis de leur propre nation, pour baser toute une politique sur des engagements nuls et non avendus, et au profit desquels il serait impossible, le moment venu, de faire jouer aucun ressort moral ?

Mais si le Pacte interdit des alliances formelles, dont l'existence même serait inconciliable avec les obligations qu'il impose aux membres de la Société des Nations, il n'interdit pas entre les Etats la collaboration diplomatique. On est toujours tenté de qualifier d'alliance la communauté des intérêts. En réalité, ce que nous voyons se développer sous nos yeux, c'est la politique commune de certains pays, qui se trouvent avoir momentanément ou durablement des intérêts identiques sur certaines des questions qui se posent actuellement à eux.

Quels sont ces intérêts ?

Il y en a un, évident, apparent, de nature politique : la revision des frontières. A vrai dire, cet intérêt n'est ni réel ni actuel. Il s'agit simplement d'une idée commune, qui peut offrir une base de collaboration, et cela d'autant plus aisément qu'il n'est pas nécessaire, ni possible de la faire passer prochainement dans la réalité. L'Allemagne seule, dans ce groupe de puissances mécontentes, a un intérêt véritable à la revision des traités. Mais ni ses moyens diplomatiques, ni ses armements ne lui permettent d'y songer pour le moment. La Russie est peu intéressée dans la question, puisqu'elle n'a pas signé les traités de paix et qu'elle ne proteste pas contre eux, sauf en ce qui concerne le cas particulier de la Bessarabie. Pour le reste, les frontières russes sont fixées par des traités que les bolchévistes ont signé librement et dont ils ne demandent pas la revision. La question ne se poserait avec acuité – et ce paradoxe mérite d'être mentionné – que si la Russie

redevient un pays capitaliste, avec un régime qui refuserait de reconnaître les traités signés par les bolchévistes.

Quant à l'Italie, malgré certaines protestations de sa presse, il lui est impossible de soutenir que les traités ont été injustes vis-à-vis d'elle. Peut-être une diplomatie plus habile aurait-elle pu tirer dans le domaine colonial des avantages un peu plus grands de la paix. Mais en Europe, l'Italie a réalisé ses frontières naturelles; elle a été au delà de ses frontières ethniques et beaucoup au delà de ce qu'elle même avait demandé en 1915 pour prix de son entrée dans la guerre. Ce dont l'Italie se plaint, ce n'est pas de ses frontières, c'est de l'accroissement de prestige et de force que la paix a procurés à ses voisines: la France et la Yougoslavie.

Au fond, la revision des traités n'est, dans toute cette affaire, qu'un prétexte: pour la Russie, prétexte à sortir de son isolement diplomatique; pour l'Italie, prétexte à se créer des amis dans le dos ou sur le flanc des Etats qu'elle considère comme ses adversaires. La revision des traités n'est qu'une nouvelle apparition de la politique des contre-poids. A la Pologne, amie de la France, l'Allemagne cherche un contre-poids en Russie; à la Yougoslavie, l'Italie en cherche un en Hongrie ou en Bulgarie.

Le pivot du système n'est pas vraiment le problème de la revision des traités, mais le problème de la parité navale entre la France et l'Italie. C'est parce que l'Italie considère la France comme adversaire et parce qu'elle craint l'encerclement autant que l'Allemagne le craignait jadis qu'elle organise en Europe tout un système de collaboration diplomatique, dont le but est sans doute moins de chercher des alliés dans une guerre que de faire pression sur la France au cours d'une négociation diplomatique. Que le problème de la parité navale se règle demain et l'on verra s'évaporer comme par enchantement tout ce système d'alliances en apparence si redoutables. Mais aussi longtemps que le problème de la parité navale n'est pas réglé, le gouvernement italien est presque contraint par des intérêts à la fois politiques et économiques de chercher dans l'Europe orientale des amis sur lesquels elle puisse s'appuyer en cas de difficultés internationales.

On le comprendra facilement si l'on cherche à se représenter quelle est, à l'heure actuelle, la position exacte de l'Italie dans le monde. L'Italie est un pays fortement industrialisé, mais dépourvu de matières premières, fortement peuplé, mais incapable de nourrir toute sa population avec les produits de son propre sol. Elle importe 30 millions de

quintaux de blé, les bonnes années; elle importe surtout du charbon et du pétrole. Jusqu'à la guerre, ces problèmes n'ont jamais beaucoup inquiété les Italiens, parce que, situés entre la France et l'Autriche, ils savaient que chaque fois qu'ils avaient une difficulté avec l'Autriche, ils pouvaient s'appuyer sur la France et que chaque fois que la France leur battait froid, ils pouvaient se rapprocher de l'Autriche.

Aujourd'hui la situation est toute différente. Si l'on fait abstraction d'une frontière très courte avec l'Autriche, les Italiens sont enfermés de tous côtés dans le système franco-yougoslave. Ils pourraient en cas de complications, se trouver bloqués sur toutes leurs frontières terrestres et ils n'auraient d'autre moyen de se ravitailler que par mer. De là l'importance qu'ils attachent à la parité navale.

Or, les négociations de Londres leur ont montré que la France n'entendait pas accepter ce principe et que, soucieuse de ses propres communications avec l'Algérie et le Maroc, d'où elle tirerait, en cas de conflit européen, le plus clair de son armée et de ses ressources, la France estime avoir besoin de dominer par sa flotte la Méditerranée occidentale. Il deviendrait dès lors impossible à l'Italie de se ravitailler, soit par terre, soit par le canal de Gibraltar, d'où lui vient en temps normal le blé d'Argentine, le pétrole des Etats-Unis et le charbon d'Angleterre. L'Italie serait obligée alors de tirer toute sa subsistance de l'Orient.

Il y a un pays qui produit à la fois du blé, du charbon et du pétrole ou qui, du moins pourrait en produire si son régime intérieur était meilleur: c'est la Russie. Pour le blé et le pétrole, il y a un autre pays qui peut à la rigueur se substituer au premier: c'est la Roumanie. L'un et l'autre sont riverains de la mer Noire, ce qui signifie que l'Italie ne peut se procurer des matières essentielles à son ravitaillement qu'à travers les Dardanelles et le Bosphore, que domine la Turquie. Dans ces conditions, l'amitié turque forme nécessairement le pivot de la politique italienne, et pour que cette amitié ait une pleine efficacité, elle doit être complétée par de bonnes relations avec la Russie d'une part et avec la Grèce de l'autre. C'est à cette condition seulement que les relations navales de l'Italie à travers la Méditerranée orientale et avec la mer Noire peuvent être considérées comme sûres.

Si l'on ne perd pas de vue ces faits très simples, on comprendra mieux l'insistance que M. Grandi a mise à demander à la commission européenne d'inviter les délégués russes et turcs.

Et si maintenant l'on se tourne du côté de l'Allemagne, on découvrira des préoccupations du même genre. L'Allemagne souffre, on le sait,

d'un chômage formidable. La situation sociale est mauvaise et le gouvernement allemand doit nécessairement se préoccuper d'assurer des débouchés nouveaux à son industrie, tout au moins de ne pas laisser perdre ceux qu'elle possède déjà.

Le marché russe a toujours été pour l'industrie allemande un débouché de premier ordre. Il ne serait pas difficile d'établir historiquement que la guerre a été causée pour une grande part par la crainte qu'ont eue les industriels allemands de voir se fermer devant eux ce débouché. Le traité de commerce germano-russe, très favorable à l'Allemagne, parce qu'il avait été conclu pendant la guerre russo-japonaise, venait à échéance en 1917, au moment précis où d'après les plans de l'Etat-major russe devaient être terminées les nouvelles voies ferrées d'accès à la frontière occidentale. Cette coïncidence entre la fin du traité de commerce et l'achèvement du programme stratégique est apparu à Berlin comme une menace assez grande pour justifier une attaque brusquée et préventive.

Aujourd'hui, les problèmes se posent en des termes différents, mais sur des bases identiques. La Russie est le seul pays dans lequel l'industrie allemande puisse développer ses exportations et le maintien de bonnes relations avec Moscou doit être le premier des soucis du gouvernement allemand. La tranquillité sociale de l'Europe est peut-être à ce prix.

Ce n'est pas tout. Si l'Allemagne doit maintenir les débouchés qu'elle possède, elle doit surtout chercher à les élargir et, en dehors de la Russie, il existe un certain nombre de pays consommateurs de produits industriels, dont la capacité d'absorption pourrait être accrue et avec lesquels l'Allemagne a intérêt à s'entendre. Ce sont les pays agricoles de l'Europe orientale: la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, etc. Ces pays ont conclu entre eux une entente et présenté à Genève des revendications communes. Ils ont demandé à la Société des Nations d'instituer au profit de leurs céréales un régime de préférence douanière. Pour des raisons dans lesquelles il ne nous est pas possible d'entrer ici, la plupart des pays européens se sont refusés, au moins pour le moment, à entrer dans cette voie. Un seul a, au contraire, accepté l'idée ainsi suggérée: l'Allemagne. Bien que le fait ne soit pas public, nous sommes en mesure d'affirmer que peu de temps avant la réunion de la commission européenne, M. Curtius a fait savoir aux ministres des affaires étrangères des Etats intéressés, que s'ils reprenaient devant la commission leur proposition de préférence douanière, ils seraient soutenus par la délégation allemande. C'est ce

qui s'est produit, en effet, et les Allemands se sont déclarés prêts à entrer en négociations immédiates sur la base de la réciprocité en vue de la création d'un régime préférentiel pour les céréales européennes.

Mais cette bonne volonté risquerait de se trouver paralysée s'il n'était pas possible d'amener la Russie à accepter une exception au traité de commerce germano-russe, lequel prévoit la clause de la nation la plus favorisée entre les deux Etats. La préférence est incompatible avec la clause de la nation la plus favorisée et ne peut s'établir que si les pays bénéficiaires de cette clause y donnent leur assentiment.

On peut déclarer à l'avance que c'est une pure utopie d'espérer que le gouvernement de Moscou donnera son assentiment à une politique dont le but dernier doit être de fortifier la Roumanie. Mais, comme ce serait une utopie plus grande encore de vouloir se passer d'elle, la diplomatie allemande a bien dû se résoudre à choisir de deux maux le moindre, et de deux espoirs le plus grand, encore que faible.

Pour donner un tableau complet de la situation, il faudrait invoquer encore un dernier motif à l'appui de la décision prise par la commission européenne. Les gouvernements se rendent compte que l'absence de la Russie est l'une des causes profondes de la crise dont nous souffrons. Aussi longtemps qu'ils ont eu l'espoir que c'était là un fait passager, ils ont cru pouvoir s'en accommoder. Peut-être le bolchévisme disparaîtrait-il avant que la désorganisation économique de l'Europe ait pu porter toutes ses conséquences funestes dans le domaine social. Aujourd'hui, cet espoir a disparu chez presque tous les hommes d'Etat. Leurs informations concordantes leur font croire que le régime bolchéviste, malgré ses difficultés, est stable et durable, et ils en viennent à se demander si le meilleur moyen de prévenir les révolutions qui nous menacent est bien d'isoler et de boycotter la Russie, ou s'il ne vaut pas mieux entretenir avec elle des relations, essayer de la réintroduire peu à peu dans la communauté des peuples européens, exercer ainsi sur elle une influence modératrice et neutraliser sa propagande subversive. Car c'est un paradoxe apparent, mais un fait réel que tous les gouvernements estiment être mieux placés pour combattre le communisme à l'intérieur lorsqu'ils échangent des ambassadeurs avec la Russie que lorsque le bolchévisme peut impunément leur envoyer des agents secrets.

Ces motifs n'ont pas été déterminants; mais ils ont pu jouer un rôle dans la facilité relative avec laquelle la proposition de l'Allemagne et de l'Italie a été acceptée par des gens qui, au fond d'eux-mêmes, y répugnaient, et notamment par M. Henderson.